

Programme Amériques – FMSH

Contribution au 7^{ème} Forum Urbain Mondial (« Carta Medellín » WUF7 –2014)

Pour une politique de la ville au XXIème siècle

Par Edgar Morin

La réflexion sur le devenir de l'humanité au cours du XXème siècle ne peut se passer d'une considération du phénomène généralisé d'urbanisation qui, d'après les prévisions actuelles risque d'englober plus de 80% de la population dans quelques décennies. Ce qui a, aussi pour conséquence, à la fois, une désertification humaine des campagnes et une agriculture et un élevage industrialisé, massif et extensif, dont on peut comprendre déjà les conséquences nocives. Cela veut dire que le grand problème de l'urbanisation quand la grande majorité de l'humanité sera urbanisée est inséparable du problème des campagnes, étant donné qu'il est évident que ce sont les campagnes, le monde rural qui nourrit les villes. Comment ne considérer qu'un monde rural, extrêmement rétréci démographiquement pourrait nourrir un énorme tissu urbain, car la tendance à l'urbanisation est une tendance qui, non seulement agrandit un grand nombre de cités, en créant des faubourgs, des banlieues, des ghettos, des bidonvilles

Ce processus-là crée aussi de nouveaux types de villes, dont la mégapole dont le chiffre en habitants dépasse la dizaine de millions. Il y a d'une part la mégapole en tant qu'énorme agglomération et d'autre part des tissus urbains continus sur des centaines de kilomètres, comme par exemple entre Tokyo et Osaka. Voici donc la double tendance de la globalisation actuelle. Si cette tendance continue, les problèmes urbains que nous connaissons déjà vont s'amplifier: le transport, par exemple (mais beaucoup d'autres secteurs que celui des transports). Beaucoup de mégapoles ne possèdent pas un réseau de transport public non polluant et efficace. Dans ces conditions, l'on trouve un système de débrouillardise en microbus polluant et usé, en même temps que ces mégapoles sont asphyxiées par l'usage abusif d'automobiles privés. D'où il s'en suit des problèmes de santé publique liés à la pollution de l'air par des particules de carbones toxiques, à la pollution sonore, aux stress multiples d'une vie urbaine déshumanisée.

Comme nous l'avons vu, la ville a subi un grand nombre de changements au cours des cinq derniers millénaires et il ne fait pas de doute que des nouveaux changements interviendront. Mais les innovations qui se font urgentes ne consistent pas à augmenter et perfectionner l'équipe physique, et moins encore à multiplier les inventions électroniques automatiques pour disperser les organes subséquents de la culture en une poussière suburbaine informe. Au contraire, on obtiendra des avancées importantes si on applique l'art et la pensée aux intérêts humains centraux de la ville avec une nouvelle dévotion pour les processus cosmiques et écologiques qui touchent tous les êtres. Nous devons rendre à la ville toutes les fonctions maternelles et protectrices de la vie, les activités autonomes et les

associations symbiotiques qui depuis longtemps ont été négligées, voire supprimées. Car la ville doit être une institution d'amour, et la meilleure économie des villes consiste à cultiver les hommes.

Créer une pensée nouvelle

Ici s'impose une réflexion «écologisée» dont le besoin s'est manifesté depuis quelques décennies. Il s'agit de penser une ville écologique dont les sources d'énergie seraient non polluantes, privilégiant le transport collectif et public, construisant d'amples zones piétonnes urbaines. Il pourrait y avoir aussi, des eco-quartiers, et, comme dans les projets de villes en transition, des maraîchages, soit sur les toits des immeubles, soit dans des jardins publics. Je ne dirai pas comme l'humoriste qui pour éviter les défauts des villes, déclarait qu'il fallait «mettre les villes à la campagne», mais je dirai qu'aujourd'hui, il nous fait mettre de la campagne dans les villes. Tout ceci est néanmoins insuffisant.

Supposez qu'il y ait un tissu de maraîchage à l'intérieur, voire à l'extérieur des mégapoles, cela ne suffira pas pour les nourrir. En même temps, le problème de l'humanisation des villes se pose, car la tendance actuelle est à la ségrégation, à l'isolation des individus suivant leurs catégories socio-économiques et culturelles mais aussi selon leurs origines raciales, alors que dans les cités anciennes la diversité de population logée dans les mêmes quartiers maintenait une mixité sociale.

La polarisation s'accroît entre d'un côté les quartiers riches, gardés par des milices privés, et de l'autre côté les quartiers pauvres, parfois au centre des villes comme à San Diego ou dans des poches périphériques comme à Rio des Janeiro ou à Medellin. L'on y trouve en concentré tous les problèmes vitaux et mortels de la dégradation urbaine (manque d'eau potable et de traitement des eaux usagées, chômage, délinquance, marginalité). S'y concentrent des populations rejetées par la ville embourgeoisée, qui deviennent à leur tour des bouillons d'exclusion du système et des institutions citoyennes.

La marginalisation et l'exclusion conduisent la désintégration des liens sociaux. Cette question sera plus analysée dans le texte proposé par Sabah Abouessalam sur la pauvreté urbaine. A cela s'ajoute tous les effets pervers liés aux déplacements alternants «lieu de résidence/lieu de travail» ainsi qu'une dynamique de compétitivité globalisée qui raréfie le travail, intensifie le chômage et par conséquent on observe de plus en plus une difficulté au quotidien de la vie des populations les plus démunies des grandes villes dans les pays du Nord en général et du sud en particulier car dans ces pays il s'agit d'une pauvreté du plus grand nombre. Du reste, ces populations défavorisées sont nourries d'une nourriture en provenance d'agriculture industrielle qui, stérilisant les sols, demandent de plus en plus de produits chimiques pour se produire, tuant faune et flore par des pesticides. Il s'y ajoute, en outre, les manipulations génétiques d'organismes pour rendre davantage rentable la production, conduisant ainsi à des risques graves de santé publique, comme celle de la «vache folle». Nous savons aujourd'hui de sources scientifiques vérifiées qui prouvent que l'agriculture industrialisée et massive produit des produits de faible qualité nutritive et gustative, standardisés et porteurs des résidus chimiques dangereux en provenance des pesticides et des antibiotiques utilisés pour cultiver des millions d'hectares céréaliers, ou

élever de millions de têtes de volaille, bovin ou porcin. Quand on ajoute à cela que les produits de l'agriculture industrielle sont ensuite conditionnés pour le transport et la conservation nécessaires à la mise en circulation pour des millions de personnes dans les mégapoles, et que pour ce conditionnement il faut également utiliser des produits chimiques de conservation, voire de coloration artificielle, la boucle semble alors bouclée où les méfaits de l'agriculture/élevage industrialisés provoquent les méfaits de la consommation alimentaire urbaine, méfait qui s'entretiennent les uns les autres. Tout cela veut donc dire que l'on ne peut aujourd'hui penser une politique urbaine sans penser une politique rurale. L'une est intrinsèquement liée à l'autre.

La question fondamentale est alors de savoir si l'on peut inverser dans un temps raisonnable, le cours des choses, pour éviter la désertification démographique et la dégradation nutritive des campagnes ainsi que l'hypertrophie des villes. Je pense que cela est possible. Paris indique déjà que les flux centrifuges sont devenus plus importants que les flux centripètes. Quelles sont alors les possibilités de ruralisation? Il y a de plus en plus de jeunes gens qui, convaincus des vertus de l'agro-écologie, autrement dit des bienfaits de la nourriture biologique, du maraîchage et de l'élevage fermier s'installent à la campagne dans différentes régions de France, par exemple. L'on a également un grand nombre de retraités qui préfèrent quitter la grande ville et s'installer à la campagne, où ils peuvent trouver des logements moins onéreux, un rythme de vie moins stressé et y exercer des activités de maraîchage ou jardinage. Il y a, par ailleurs, l'évolution de conditions de travail dans les grandes villes qui permet, avec la généralisation du télétravail et des TICE, qu'un grand nombre de travailleurs puissent à la fois vivre et travailler à la campagne. On trouve donc des contre-tendances, certes encore minoritaires et faibles, mais qui doivent, à mon avis, se renforcer et qu'il faudrait encourager et aider.

Il y a, néanmoins, d'intérêts considérables qui s'opposent à la régression de l'agriculture/élevage industrialisés. Je prends l'exemple de la France, qui me semble particulièrement intéressant. Ce qui y bloque un retour à l'agriculture et à l'élevage fermier (que l'on appelle aussi de l'«agriculture raisonnée»), ce qui empêche le développement de l'agro-écologie comme de l'agroforesterie qui permet le retour au développement d'arbres très nourriciers (châtaigniers, noisetiers –je parle d'arbre des régions tempérées), c'est le syndicat qui regroupe les grands exploitants agricoles et que l'Etat fait bénéficier des grandes subventions en provenance de l'Union européenne. Ces subventions permettent des productions industrialisées massives qui débordent en direction des pays du sud, provoquant un effet pervers, puisque le surplus de blé européen exporté en Afrique au prix bas, car ayant bénéficié des subventions d'Etat, est moins cher que le produit local. La concurrence locale est alors faussée et le blé à des multinationales étouffe le développement d'une agriculture vivrière indigène.

Il faut ajouter à cela un phénomène récent d'une extrême perversité et malfaisance. De grands capitaux, en provenance de Chine, des Etats-Unis ou d'Europe, se spécialisent maintenant dans l'achat ou location d'énormes étendues de terres dans les pays du sud, notamment en Afrique (souvent les terroirs les plus fertiles) et avec la complicité des administrations plus ou moins corrompues des Etats de ces régions. Ces terres s'utilisent pour de l'agriculture ou de l'élevage industrialisé et destinés à l'exportation. Ce phénomène augmente alors la difficulté pour les Etats d'avoir une politique agricole et donc rurale, et

donc urbaine, raisonnée et complémentaire, privilégiant le développement locale et diversifié des produits, et tenant compte de cultures et de traditions de tous les pays. Ce qui accroît l'exode rural vers les bidonvilles, le gigantisme urbain, la misère. N'oublions pas que le monde urbain du nord, via l'exploitation économique, accroît la désertification rurale du sud, le gigantisme urbain du sud, la dépendance vivrière du sud.

Nous avons donc, concernant le problème urbain, une relation de dépendance de la vie urbaine par rapport au monde rural et réciproquement de dépendance du monde rural par rapport à la vie urbaine. Cette dépendance s'est complexifiée à un point critique, voire nocif, appelant à la nécessité d'une double régénérescence: une régénération de la vie rurale, une régénération de la vie urbaine.

En ce qui concerne le monde en général et notamment la question de la ville, le capital financier et de son corolaire la spéculation financière aggravent tous les problèmes. Quelle place doit occuper la place de la finance dans un capitalisme globalisé? Comment faire en sorte que la spéculation ne vienne pas provoquer une altération et une dégradation dans le vivre urbain et rural ? Nous voyons ce problème dans le phénomène de spéculation d'achat et de vente de produits céréaliers. On assiste à des situations aberrantes où les produits sont retenus, au détriment de la sécurité alimentaire des populations (celles évidemment des pays les plus démunis ou des régions ayant subies des catastrophes naturelles), afin d'augmenter par la spéculation du jeu de la rareté de l'offre et de la demande des bénéfices supplémentaires. La finance se joint à la spéculation pour profiter, de façon ignoble et menacer constamment la gouvernance et la régulation de la vie urbaine et rurale.

Il y a donc deux problèmes qu'il faut aborder avec des articulateurs d'une pensée complexe: la gouvernance urbaine et la gouvernance rurale, intrinsèquement liées, nécessitent une politique d'ensemble pour l'humanité. C'est ce qu'il faut penser dès aujourd'hui pour l'élaborer au plus tôt. L'histoire de la plupart des villes modernes est liée à une dynamique de création anarchique très intéressante (hormis les villes fortifiées), du reste, cette anarchie avait une valeur esthétique dans sa dimension poétique ou créatrice. Aujourd'hui, l'anarchie relève de la spéculation immobilière qui recherche le profit maximum sans tenir compte des vrais besoins des habitants. Je souligne que la spéculation immobilière a provoqué la destruction des liens sociaux et des tissus naturels de convivialité et de solidarité urbains dans des quartiers anciens où l'échange social et divers faisait un creuset créatif des relations humaines. La qualité de logements suburbains fut également dégradée par la spéculation immobilière qui conduisait à une architecture uniforme et industrialisée de grands ensembles à la périphérie des villes. On peut constater l'erreur d'un des plus grands architectes de l'histoire urbaine. Le Corbusier a été, en France, le promoteur de ce qu'il appelait une «cité radieuse», c'est-à-dire, un grand immeuble comprenant tous les services de la ville, comprenant même une «rue intérieure» inter-étage avec boutiques et restaurants, et avec une école et des aires de jeux sur le toit de l'immeuble. Mais qu'est-ce que Le Corbusier n'a compris -ni du reste son génial disciple Niemeyer en construisant Brasilia sans veiller à l'urbanisation ensuite ? C'est qu'une ville a besoin de rues! Et les rues ont besoin de cafés, de commerces notamment de petits commerces qui génèrent de la convivialité. Quand on se rend dans un supermarché, on choisit dans un rayon entre plusieurs produits et plusieurs prix, puis va payer dans une caisse automatique; c'est le règne

de l'anonymat. L'on peut faire ses courses sans adresser une seule fois la parole à quelqu'un, sauf pour se plaindre que tel ou tel produit n'est plus dans un rayon. On trouve à Brasilia d'énormes ensemble architecturaux, de grandes espaces verts, d'immenses avenues, mais pas de vie piétonne et conviviale. La vie urbaine s'est réfugiée à la périphérie de Brasilia. Du moins, il y a quelques années que j'y ai été. Peut-être que depuis, un nouveau type de vie urbaine a malgré tout émergé dans quelques secteurs de Brasilia. La seule réussite architecturale de Niemeyer a été les bâtiments publics, mais une sorte de froid lunaire les entoure en plein pays du sud équatorial.

Il faut donc penser RUE quand on pense VILLE. Il n'y a pas que les espaces verts dans une ville, il faut le bouillonnement de la rue, sa dimension piétonnière, badaude, commerçante, clés basiques pour un tissu vital urbain. Partout où l'on a réussi à faire une politique urbaine basée sur la revitalisation de centre urbains sur la base des rues rendues au bouillon de culture de la diversité des passants, la vie sociale urbaine renaît et les relations humaines se reconstituent. Il faut rétablir la convivialité urbaine. L'exemple de Paris qui récupère l'été les rues du bord de la Seine pour en faire des plages, des aires de jeux et de pique-nique en est un exemple intéressant.

La courtoisie et la convivialité ne sont pas des épiphénomènes psychosociaux dans la vie des individus, ils comportent la reconnaissance de l'altérité, de la personnalité d'autrui. «Bonjour, bonsoir monsieur, madame», cela veut dire que l'autre existe. Le besoin de reconnaissance et du respect est un des besoins fondamentaux de l'être humain et pierre angulaire de la convivialité urbaine.

Nous sommes donc en présence de la nécessité d'une humanisation des villes qui passe par plusieurs voies. La première voie est celle de la gouvernance urbaine. A présent, les plans d'urbanisation sont conditionnés aux rapports de force et d'intérêts de la spéculation immobilière de l'économie libérale, qui a besoin uniquement de quelques autorisations, obtenues souvent, selon le degré de corruption des administrations, moyennant commissions occultes; l'on a en face une autorité municipale dont les qualités peuvent être très diverses dans la gestion comme dans l'imagination La complexité des problèmes urbains englobe toutes les dimensions de la vie humaine, personnelle, économique, démographique, sociale, etc..

Il faudrait donc promouvoir une nouvelle gouvernance urbaine, inclusive et participative, qui comporterait la représentation des autorités municipales élues, celle du gouvernement national, celle des professions qualifiées (architectes, urbanistes, sociologues, psychologues, etc.), celle d'un échantillon de la diversité d'âge, genre et profession des populations, y compris les sans-travail. Il faut donc créer de nouveaux conseils de gouvernance urbaine où ces différents représentants penseraient la Ville et élaboreraient une «bonne» gouvernance. Car il est remarquable que la Ville n'a jamais été objet de réflexion et de pensée interdisciplinaire et transdisciplinaires. Il y a eu par le passé un certain nombre d'efforts pour appeler l'attention de chercheurs et de politiques sur l'importance de la Ville comme objet qui nécessite d'être réfléchi pour pouvoir élaborer une politique urbaine fondée, tel fut le cas des travaux d'Henri Lefebvre. Il y a désormais un certain nombre de travaux et réflexions importantes sur la ville dont il faudrait faire la synthèse; la Ville comme catégorie de pensée globale commence enfin à être pensée dans sa complexité

(voir travaux de Thierry Paquot⁸ et autres), car il faut croiser les objets et les catégories de différentes disciplines répondant à l'étude des facteurs démographiques, politiques, humains, psychologiques, sociologiques, économiques, des loisirs, d'éducation, des confessions diverses, car tout est mêlé dans la Ville.

Dans l'histoire de la ville il y a eu deux notions ayant surgi au 19^{ème} siècle: la *ville lumière* et la *ville tentaculaire*. La ville lumière était celle qui attirait les paysans qui vivaient en circuit clos et sans les loisirs attirants de grandes villes (café, théâtres, etc.). Pour les ruraux, vivre en ville, était d'abord la liberté et échapper au regard scrutateur des voisins. La ville inspirait une sorte de liberté pour les jeunes des campagnes désireux d'échapper à un avenir similaire à celui de leurs parents. Beaucoup plus que la ville-anonymat, il y avait la ville-liberté, jointe à une augmentation de possibilité de loisirs culturels, compte tenu d'une relative diminution de temps de travail et l'augmentation de rencontres diverses, enfin du loisir dominical car à la campagne même le dimanche il fallait nourrir les bêtes. Avec l'arrivée des paysans de différentes régions se sont développés les quartiers, à Paris par exemple, ayant leur identité propre: le quartier des bretons à Montparnasse et ainsi de suite. Dans les immeubles conviviaux d'une socialité populaire, l'on pouvait échanger le sel, le beurre, l'eau de javel, avoir crédit dans les petites boutiques. Une sorte de solidarité provinciale se transposée en ville.

Opposé à l'aspect ville-liberté-loisir, il y avait l'aspect de la ville-tentaculaire: celle de l'anonymat, de la solitude, du malheur, où la solidarité et le nombre familial diminue; les vieillards sont parqués dans des maisons de retraite et considérés comme des inutiles et des encombrants. Il s'y multiplie les situations de détresse humaine et de solitudes. C'est pourquoi, j'avais proposé il y a longtemps la création des maisons de la solidarité dans les quartiers de grandes villes ou des villes moyennes. Car je pense qu'il y a des besoins humains qui ne sont pas satisfaits par la police-secours, ni par les hôpitaux. Il y a également des populations fragiles et exposées, comme les toxicomanes. J'avais été frappé par les initiatives prises en Californie dans les années 1970. Des bénévoles installaient des «crisis centers», permettant à de jeunes gens, malades, victimes d'une surdose, afin d'y être soignés sans que la police s'en mêle. Lieux d'accueil, de solidarité et de convivialité. Je pense que les autorités politiques devraient créer un service civique de solidarité, afin de rétablir la solidarité au sein de la vie urbaine. Je me rappelle que du temps de mon enfance au quartier du Ménilmontant, les voisins se parlent sans cesse, s'invitaient aux fêtes, se dépanner lorsqu'on était en manque de sel, de sucre, d'huile, de pain, etc. enfin, il y avait une solidarité simple. L'immeuble, la rue, le quartier étaient des lieux d'échange constant et de convivialité urbaine.

Il y a quelques années, j'ai été frappé par un documentaire qui se passait dans les rues de Bogota. Une caméra cachée filmait un homme étendu sur le trottoir. On ne savait pas s'il dormait ou s'il était mort. Aucun passant ne s'y arrêta pour prendre de nouvelles. Je me disais «tiens ! Ce n'est pas à Paris qui viendront se moeurs-là». Or, c'est ce que l'on voit aujourd'hui à Paris sans que personne ne s'en émeuve. Les gens pensent que c'est à la police de s'en occuper. Il y a une crise de solidarité aujourd'hui qui se généralise partout. Il y a du même coup une question d'éthique.

Aussi faudrait-il revenir aux deux sources fondamentales de l'éthique, qui sont *Solidarité* et *Responsabilité*. Pourquoi ces sources se sont-elles dégradées dans la civilisation urbaine de nos jours, un peu moins à la campagne villageoise? Elles se sont dégradées parce que non seulement l'individualisme, qui a des vertus incontestables, notamment dans l'autonomie que l'on prend par rapport à ses propres décisions, mais qui a ses vices, qui sont l'égoïsme et l'égoïsme. Les vices de l'individualisme sont aggravés par les compartimentations dans la plupart des métiers industrialisés et bureaucratisés où chacun n'est responsable que d'un fragment de responsabilité et perd sa solidarité avec l'ensemble dont son fragment fait partie. On le voit dans les bureaux d'administration où personne ne se sent responsable d'autre chose que de son petit secteur. Du coup, il faut penser à la résurrection de la responsabilité générale, qui nécessite une prise de conscience, qui passe évidemment par l'éducation. Car, il ne suffira pas d'introduire dans la politique urbaine l'enseignement d'une morale civique abstraite, même si cela relève déjà de la culture générale. Cela ne suffit pas pour le bien vivre ensemble, pour être un bon citoyen et pour faire le bien. Il faut analyser les problèmes concrets de dégradation urbaine et humaine, qui nécessitent ce que j'ai appelé une «politique de civilisation». Autrement dit, une politique qui connaît les aspects négatifs du progrès, de la technique, de la civilisation contemporaine, et qui met en place des dispositifs pour conserver les aspects positifs de cette civilisation. Il faut une «politique de civilisation urbaine». J'ajoute que «politique de civilisation» et «gouvernance de la complexité urbaine» doivent être reliées à une politique générale qui englobe également la question rurale. La politique de la pensée globale pour l'humanité est celle capable de relier tous ce que je viens de dire et d'indiquer en même temps la voie nouvelle à ouvrir. Quelle est cette voie nouvelle?

Quitter les dogmes régnants du néolibéralisme, de la compétitivité aveugle et exacerbée, du mythe du développement par la croissance exponentielle. Il nous faut une nouvelle pensée capable de penser la croissance et la décroissance en même temps. C'est-à-dire, savoir ce qui doit croître et ce qui doit décroître. Il faut donc pouvoir conjuguer les idées de développement et d'enveloppement, car il ne s'agit pas de faire du développement quantitatif et technologique, il faut aussi des enveloppements, des relations humaines qualitatives, familiales, communales, qui retrouvent les liens de solidarité. Il y a encore la notion de «grande famille» dans certaines sociétés urbaines des pays du sud, qui résistent à la misère, dans la solidarité et la dignité. Alors que là où sont brisés ces réseaux et tissus sociaux par les guerres ou les grandes catastrophes, c'est la dégradation, la misère, la délinquance. Là aussi, je me réfère aux travaux de Sabah Abouessalam sur la pauvreté urbaine dans les pays du sud. Dans ces pays, au delà des similitudes qui leur sont propres (pauvreté du grand nombre, présence du secteur de l'économie informelle, forte croissance rapide, corruption, clientélisme, etc.); La pauvreté urbaine et suburbaine s'organise différemment selon qu'on se trouve à Lima, à Mexico, à Dakar ou à Casablanca. Ces spécificités s'expliquent par les déterminants culturels, sociologiques et politiques propres à chaque société urbaine. Souvent, les solidarités représentent de vrais filets sociaux en l'absence de l'état et cela différencie de beaucoup la réalité du vécu de la pauvreté dans les sociétés où ces formes de solidarité n'existent pas et où le pauvre est livré à son sort. L'absence de solidarité aggrave les violences urbaines.

La crise urbaine planétaire nous conduit à la nécessité de penser la nouvelle voie pour le salut de l'humanité. Voilà la question: la voie pour l'humanité est celle d'une pensée

globale. J'ai essayé de l'indiquer dans mon récent livre qui porte justement pour titre «La Voie» (Paris, éditions Fayard, 2011)⁹. Il s'agit de relier toutes les initiatives créatives diverses, dispersées sur la planète, faisant ainsi un véritable faisceau à partir duquel penser une politique de civilisation au service bien évidemment aussi de la question urbaine mondiale. Il y a d'initiatives partout dans le monde, comme le cas de la ville de Porto Allègre au Brésil, où la population participe, en partie, à l'élaboration du budget de la ville ou à Medellin en Colombie où la population décide comment exécuter partie du budget de la ville. Il faut faciliter partout les expérimentations des formes de démocratie participative citoyenne. Je dis bien «expérimenter», car cela n'est pas non plus une formule magique. Car on sait que la consultation citoyenne conduit à constater que les plus concernés par une ville plus inclusive n'y sont pas représentés (les marginaux hommes et femmes, les pauvres, les vieux, les enfants). On peut penser que dans ces réunions qui se veulent des formes de démocratie participative, l'on y trouve en fait le noyautage des militants de tel ou tel parti ou le lobbying qui cherchent à diriger les discussions à leur profit. Il faut donc insister sur des formules de démocratie participative nouvelles, à expérimenter avec essai et erreur. Elles en sont porteuses d'avenir.

Dans le fond, le grand problème pour une politique urbaine, c'est la dimension de la participation et d'engagement des citoyens. Car ceci nécessite une prise de conscience individuelle et collective. On peut dire que nous sommes à une époque où les pouvoirs publics, sauf exception, se trouvent à penser les politiques publiques «hors sol», hors de la ville, hors de la campagne, dans un monde abstrait conditionné par des idées paradigme telles que «croissance», «compétitivité», etc.

En réalité les initiatives créatrices naissent au coeur de la société civile. Elles se trouvent dispersées. Elles ne sont pas reliées. Il n'existe pas encore un système de pensée permettant de les relier. On peut prendre le cas de la France où l'on trouve de nombreuses initiatives pour une gouvernance urbaine et une politique nouvelle. Il y a un mouvement d'économie sociale et solidaire, qui a une vieille histoire dans le mutualisme et les coopératives. On voit poindre ce que l'on appelle l'économie circulaire qui consiste à construire des circuits positifs de consommation et de déchets, qui réintègrent les déchets pour la production de produits nouveaux. C'est donc une économie positive qui fait par cela même des économies. On y trouve également des circuits d'économie écologisée, qui cherche non seulement à utiliser des sources propres d'énergie et donc à les renouveler, mais qui milite pour une transformation des campagnes, en refoulant l'agriculture et l'élevage industrialisés, cherchant ainsi, à sa façon, à humaniser les villes. On a le mouvement dit «convivialiste» qui insiste sur une idée importante, soulevée depuis les années 1960 par Ivan Illich, et qui consiste à lutter contre une civilisation des machines et d'urbanisation qui perd la convivialité, les relations humaines et la reconnaissance d'autrui. Il y a le mouvement appelé «Roosevelt» qui se propose de lutter contre la crise économique en France, en faisant une relance analogue à celle de l'époque de Roosevelt aux Etats-Unis dans les années 1930, mais différente, parce qu'aujourd'hui il y a les perspectives d'une économie écologisée qui n'existait pas alors. Initiatives pour coordonner villes et campagnes.

Pour conclure, il faut partir de la conception d'un monde urbain en pleine expansion afin de réguler cette expansion, voire peut-être la faire régresser. Il faut partir de la conception d'un monde rural, lui-même livré aux forces industrielles, économiques,

déchainées, et faire régresser cette industrialisation par le développement de l'agriculture fermière, agro-écologique, agro-forestière. La politique urbaine ne peut pas être pensée de façon isolée ou dissociée de la politique rurale. Il faut, enfin, une réforme de la consommation et de comportements des individus. Nous avons trop peu d'organismes pour lutter contre les formes d'intoxication des comportements d'addiction de consommateurs, manipulés que nous sommes par des procédés psychologisants et du matraquage publicitaire. On le voit dans la présentation idyllique faite des sodas de tout type qui provoquent des addictions chez les enfants, notamment, et en font des obèses et des malades. Il nous faut une politique de civilisation pour réformer la chaîne de la consommation qui va de la production industrielle à l'assujettissement des individus, en passant par l'économie financière, la spéculation et la publicité abusive, voire mensongère.

L'éducation et le comportement citoyen en sont ici interpellés. Au siècle dernier, à l'âge industriel, c'était l'ouvrier qui, en luttant contre l'exploitation industrielle, était l'acteur principal de la prise de conscience d'un problème social eu égard la production. L'acteur-ouvrier, en luttant contre cette exploitation, tirait la sonnette d'alarme du système basé sur le profit exagéré. Aujourd'hui, on a les contraintes liées aux questions de compétitivité et de rareté du travail. Mais l'action ouvrière, du reste affaiblie, ne porte pas sur le nouveau et gigantesque problème de la consommation.

En définitive, c'est nous, citoyens-consommateurs, qui pouvons réguler le système, en boycottant les produits nocifs et en élisant les produits de qualité. Quand j'évoque la question de la réforme de la consommation, je ne parle pas seulement des comportements consommationnistes, que stimulent les hypermarchés en suscitant une fascination devant des énormes rayons et d'interminables choix de produits, mais il faut aussi une réforme du comportement individuel également dans l'utilisation abusive de la voiture individuelle. Autant je considère l'automobile comme un outil et un jouet très utile pour l'être humain et pour son épanouissement, autant je pense que son usage en zone urbaine et en situation de pollution conduit à un usage pervers. Il y a toute une série d'intoxications d'une certaine civilisation et mode de vie actuels contre quoi il faut lutter, qui concernent la consommation urbaine et la production rurale.

Enfin, il faut comprendre qu'il ne saurait avoir des réformes urbaines et rurales, des réformes sociales et économiques, des réformes politiques et éducatives, sans une réforme éthique. Mais j'insiste: la réforme éthique est difficile, car il ne passe pas par les simples leçons de morale. Il faut donc prendre conscience que réforme de penser et réforme d'éducation sont capitales, car dans tout ce que je viens de dire, il y a des problèmes à la fois fondamentaux et globaux. Or, le système d'éducation mis en place en Occident depuis plusieurs siècles et désormais universalisé, ne nous rend pas aptes à traiter à la fois les problèmes fondamentaux et globaux. Pourquoi, parce que nous avons un enseignement parcellaire, compartimenté, où les savoirs sont enseignés dans une logique disciplinaire qui sépare les connaissances au lieu de les relier. Il faut donc une réforme de pensée pour que tous les éléments séparés entrent en symbiose, en synchronisme et en confluence et créent la nouvelle voie. Si cette nouvelle voie se développe et que l'ancienne dépérit, l'humanité accèdera à un stade nouveau, c'est-à-dire à une société de nature planétaire qui, sans nier les nations, sans nier les différences, sans nier les originalités, sans nier les patries, les engloberait dans une conception de la terre patrie, d'un destin humain commun. /